

« Une priorité politique et sanitaire »

Face à une désinformation croissante en santé, Mathieu Molimard souligne l'urgence d'une éducation scientifique accessible, d'une communication claire par les soignants et les médias, et d'une plateforme publique fiable. Il appelle à renforcer la formation, la transparence et l'application des lois pour restaurer la confiance et protéger les citoyens.

→ La désinformation en santé gagne tous les champs de la communication. Quelles sont les causes et les conséquences du phénomène ?

La désinformation en santé est alimentée par des intérêts multiples – politiques, financiers ou de notoriété – et trouve un terrain fertile dans les situations de peur, comme les pandémies ou les maladies graves. Faute de solution médicale claire, les patients deviennent perméables aux discours simplistes ou pseudo-scientifiques. Le phénomène est aggravé par une éducation insuffisante sur les sujets de santé. Certaines notions, comme le bénéfice/risque ou le fonctionnement des examens médicaux, sont peu enseignées. Ce "vide" laisse place aux croyances infondées, souvent relayées par un entourage plus ou moins éclairé et par les réseaux sociaux, qui favorisent la diffusion rapide et massive de fausses informations. L'infobésité et la défiance envers les institutions renforcent encore cette vulnérabilité. Seule certitude : la désinformation est dangereuse pour la santé. Elle peut même être mortelle.

→ Comment améliorer l'information en santé ? Quels sont les cibles et les objectifs prioritaires ?

Pour lutter efficacement contre la désinformation en santé, il faut impérativement que les citoyens soient prêts à entendre des messages scientifiques, ce qui nécessite une éducation de base à la santé et à l'esprit critique. L'information transmise doit également être fiable, sourcée, intelligible et humble. Le sachant doit avouer que, parfois, il ne sait pas. En première ligne, les professionnels de santé doivent se mettre au niveau des patients, en expliquant simplement les enjeux médicaux ou médico-techniques, sans jargon ni condescendance. L'entourage joue, par ailleurs, un rôle important dans la diffusion des informations souvent bien intentionnées, mais parfois erronées. Il est donc essentiel de sensibiliser, éduquer et expliquer la science : quels sont les enjeux de la recherche, pourquoi les essais cliniques sont nécessaires, comment fonctionnent les équipements de radiologie ? Face à la montée de l'obscurantisme et à la remise en cause des acquis scientifiques, il faut renforcer l'éducation, la

PR MATHIEU MOLIMARD,
professeur de
pharmacologie clinique
et chef de service au
CHU de Bordeaux



formation des soignants et des journalistes, mais aussi réguler l'information.

→ La santé est un sujet technique, complexe et parfois abscons. Comment délivrer une information accessible et comprise par tous ?

Les médias occupent une place centrale dans la diffusion de l'information en santé, mais ils manquent souvent de formation spécifique sur ces sujets sensibles. Une éducation minimale à la santé devrait être intégrée dans les écoles de journalisme, afin de mieux comprendre les enjeux éthiques, scientifiques et humains liés aux sujets médicaux. Une mauvaise information peut entraîner des conséquences graves. Il est donc capital de former des journalistes spécialisés, capables de vulgariser sans déformer. Dans leur propre registre, les professionnels de santé ne sont pas toujours formés à la communication, notamment en temps de crise. Ils doivent apprendre à s'exprimer clairement, à répondre aux croyances des patients et à assumer leur rôle sociétal. Des formations optionnelles à la communication scientifique devraient être proposées à tous les soignants. Quel que soit son rôle, chaque professionnel de santé peut contribuer à renforcer la crédibilité de l'information médicale auprès du public.

→ Les examens radiologiques sont une source de stress et d'anxiété pour les patients, souvent mal informés sur les expositions aux radiations. Comment les radiologues doivent-ils communiquer pour les rassurer ?

Tous les professionnels en contact avec les patients – y compris les manipulateurs et les secrétaires médicales – doivent participer à la transmission d'une information claire, rassurante et équilibrée. Ils doivent clairement expliquer les risques, sans les minimiser ni les exagérer, pour éviter que les patients renoncent aux soins qui leur sont utiles. Cela suppose une formation en communication adaptée aux différents profils socioculturels. Ne l'oublions pas : la désinformation prospère en l'absence de données fiables et accessibles. Pour y remédier, il faut produire massivement des contenus sourcés, compréhensibles et répétés, notamment pour alimenter avec de bonnes informations des intelligences artificielles génératives. Il devient urgent de créer une plateforme publique de référence, agrégeant par des sources validées, afin de restaurer la confiance et limiter les dérives.

→ Comment lutter efficacement contre la désinformation, en particulier sur internet et les réseaux sociaux ?

Il faut produire et diffuser massivement des contenus fiables et validés par des experts. L'exemple du bleu de méthylène montre comment une information erronée peut influencer des patients, et comment une réponse coordonnée et sourcée peut corriger les résultats de certains outils comme ChatGPT. La lutte contre la désinformation implique des grands moyens. Une plateforme publique d'information en santé, alimentée par les sociétés savantes et les institutions de référence, sera indispensable pour fournir des contenus adaptés au grand public et des contenus distincts pour les professionnels. La restauration de la confiance sera également un enjeu majeur. Elle passera par une communication honnête, transparente et rigoureuse, même en situation de crise. La parole scientifique ne doit pas être incarnée par une seule personne, mais par des experts reconnus dans leur domaine. Il faudra naturellement former les citoyens à mieux comprendre les enjeux de santé, à gérer les conflits d'intérêts et à reconnaître que chacun peut être vecteur de mésinformation. La confiance se construit sur les faits.

→ Faut-il sanctionner plus lourdement les "émetteurs" de fausses informations qui menacent la santé humaine ?

Lutter contre la désinformation en santé nécessite, a minima, une stricte application des lois existantes. Des textes comme la loi Jardé sur les essais cliniques ou les sanctions pour exercice illégal de la médecine existent, mais sont rarement appliqués, ce qui alimente un sentiment d'impunité. Plutôt que de multiplier les contrôles, il faudrait réduire la tolérance face aux infractions. Sur les réseaux sociaux, la diffusion de fausses informations pourrait relever de la mise en danger de l'ordre public, mais cela doit être équilibré avec la liberté d'expression. La difficulté majeure reste le délai de réaction des autorités, souvent trop long pour contrer efficacement les vagues de désinformation. Des structures comme l'ARCOM¹ ont un rôle à jouer, mais leur efficacité dépend de leur réactivité. Il est donc

urgent de renforcer l'application des règles existantes, d'accélérer les procédures et de mieux encadrer la parole publique, notamment en santé, pour restaurer la confiance et protéger les citoyens.

→ La désinformation freine la participation aux programmes nationaux de dépistage organisé, dont celui du cancer du sein. Comment redonner confiance aux patientes ?

Pour renforcer le taux de participation au dépistage organisé du cancer du sein, il est essentiel de revenir aux fondamentaux : expliquer les bénéfices concrets du dépistage, les progrès thérapeutiques réalisés et l'importance du diagnostic précoce. Ces évidences, souvent implicites pour les professionnels, doivent être rappelées au grand public. Il est nécessaire de développer une pédagogie claire, fondée sur des faits scientifiques, pour contrer la peur, le déni et la méconnaissance qui sont les trois grands déterminants de la non-participation. Quels que soient les outils mobilisés, ils doivent être largement diffusés et adaptés au niveau de compréhension du public. Répéter, expliquer et contextualiser sont les clés pour convaincre. L'objectif sera donc de rendre l'information médicale plus intelligible, transparente et rassurante, afin d'encourager une participation éclairée et confiante aux campagnes de dépistage organisé ou non.

Propos recueillis
par Jonathan ICART

¹ Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique

UNE MISSION DE LA PLUS HAUTE IMPORTANCE

Face à la montée des discours obscurantistes et de la désinformation en santé, trois spécialistes se sont vu confier une mission d'expertise indépendante par le ministère de la Santé et de l'Accès aux soins : le Pr Mathieu Molimard, professeur de pharmacologie clinique et chef de service au CHU de Bordeaux ; le Pr Dominique Costagliola, épidémiologiste et biostatisticienne, directrice de recherche émérite à l'Inserm et membre de l'Académie des sciences ; le Dr Hervé Maisonneuve, médecin de santé publique, spécialiste de l'intégrité scientifique et de la rédaction médicale. Quatre objectifs leur ont été assignés, en août dernier, par Yannick Neuder, ministre de la santé : cartographier les acteurs publics, associatifs et académiques mobilisés dans la lutte contre la désinformation ; recueillir les expériences et les bonnes pratiques, et identifier les freins et les besoins ; évaluer la coordination actuelle entre les acteurs et les dispositifs d'alerte ; formuler des recommandations opérationnelles pour renforcer et pérenniser une stratégie nationale, en appui au futur Observatoire. Leurs conclusions sont attendues en décembre.